

DEPARTEMENT DES PYRENEES – ORIENTALES
VILLE DE CERET

ARRÊTÉ N° 494 / 2024

Règlementant la circulation et le stationnement
Ballade de sardanes- 66^{ème} Festival de sardanes
Place Picasso
Du vendredi 19 juillet au samedi 20 juillet 2024

Le Maire de la Ville de Céret,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants, aux pouvoirs de Police du Maire,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610.5, indiquant que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de 1^{ère} classe,

VU le Code de la Route

VU la loi 82.213 du 02 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la circulaire de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, en date du 15/01/2024, adaptant la posture Vigipirate à la période « hiver/printemps 2024 » et jusqu'à nouvel ordre. L'ensemble du territoire national est maintenu au niveau « sécurité renforcée – risque attentat » pour faire face à une menace terroriste qui reste durablement élevée.

VU la déclaration de Monsieur le Premier Ministre, à compter du 25 mars 2024, la posture du plan Vigipirate sur l'ensemble du territoire national est élevée à son niveau maximum « Urgence attentat »

VU l'arrêté permanent N°8/2022 portant réglementation du stationnement abusif de plus de 48 heures sur la commune de Céret,

VU la demande de l'association « Foment de la sardane » représentée par Monsieur Joseph Vidalou, pour organiser une ballade de sardanes dans le cadre du 66^{ème} Festival de sardanes, Place Picasso à Céret,

CONSIDERANT que l'organisation de cette animation nécessite, pour la sécurité des participants, des restrictions de stationnement et de circulation,

ARRETE

ARTICLE 1 – STATIONNEMENT

Du vendredi 19 juillet 2024 -14h00- au samedi 20 juillet 2024 -01h00

-le stationnement de tous les véhicules est temporairement interdit et considéré comme gênant la circulation publique sur les voies suivantes :

- 
- Boulevard Maréchal Joffre
 - Boulevard Jean Jaurès
 - Place Picasso
 - Place Chaïm Soutine
 - Avenue Michel Aribaud
 - Rue Saint-Ferréol – du N°1 au N°15-

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des organisateurs, véhicules de secours et des forces de l'ordre.

Le non-respect de ces dispositions sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 – CIRCULATION

Du vendredi 19 juillet 2024 -14h00- au samedi 20 juillet 2024 -01h00

-la circulation sera interdite à tous les véhicules sauf véhicules de secours et des forces de l'ordre, sur les voies suivantes :

- Rue Saint-Ferréol – du N°1 au N°15-
- Boulevard Maréchal Joffre
- Boulevard Jean Jaurès
- Place Chaïm Soutine
- Place Picasso
- Avenue Michel Aribaud

ARTICLE 3 – Afin d'assurer la sécurité de l'animation, un dispositif « anti-véhicule bélier » sera mis en place sur les voies suivantes :

- Rue Saint-Ferréol – au niveau du N°15-
- Boulevard Maréchal Joffre
- Avenue Clémenceau
- Avenue Michel Aribaud
- Place Picasso

ARTICLE 4 – En conséquence, des déviations seront mises en place sur les voies suivantes :

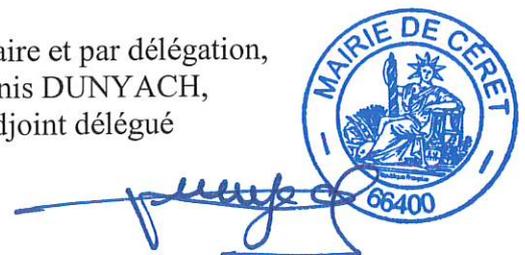
- De la rue Saint-Ferréol vers la rue Onuphre Tarris et vers la rue Louis Blanc
- De l'avenue d'Espagne vers la rue Elie Danflous

ARTICLE 5 - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les services de la Police Municipale et les Services Techniques.

ARTICLE 6 - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie de Céret, M. Le Responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Céret, le vingt et un juin deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,
Denis DUNYACH,
Adjoint délégué



Le Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.